

Défendons les services publics ensemble et maintenant !

Toujours pas de budget 2013... et -2% de coupes dans tous les services publics ?

Les 14 et 15 mars derniers, le Grand Conseil n'a pas été capable de voter le budget 2013 de l'Etat de Genève. Malgré un déficit ramené à -98 millions pour un budget déjà largement antisocial, la droite dure a poursuivi son œuvre de destruction en imposant une coupe linéaire de 2% et en refusant de discuter de la levée du bouclier fiscal pour 2 ans (seulement). Pourtant, le déficit résulte d'une véritable crise des recettes suite à la succession de baisses d'impôts durant ces dernières années, et s'inscrit dans une politique d'austérité qui est appelée à se renforcer

encore ces prochaines années, notamment avec la baisse programmée de la fiscalité des entreprises. Plutôt que de remédier à cette crise des recettes, la droite propose une réduction d'effectifs dans l'ensemble des secteurs : -2% de coupes budgétaires dans tous les départements et toutes les institutions subventionnées. Cette proposition irresponsable est une attaque gravissime au service public et traduit un profond mépris du personnel qui s'engage sans compter, parfois au prix de sa santé, pour délivrer des prestations de qualité malgré le manque de moyens.

⇒ **Nous devons nous employer, toutes et tous ensemble, personnel enseignant, soignant, administratif, social, à faire pression sur le parlement et à exprimer notre désaccord profond avec cette politique désastreuse !**

Toujours plus de menaces sur les conditions de travail, les prestations et les retraites anticipées

Le personnel des services publics est bien placé pour le savoir : les restrictions budgétaires de ces dernières décennies ont considérablement dégradé les conditions de travail et les prestations publiques. Alors que de nombreux services n'arrivent plus à fonctionner normalement par manque de moyens, la pression sur la productivité, les cadences et les horaires en ont poussé plus d'un-e vers l'épuisement ou le burn-out. Avec pour conséquence encore moins

de forces à disposition pour délivrer les prestations à la population, dont les besoins ne cessent pourtant d'augmenter. Cependant, en sus du gel des salaires et des réévaluations collectives suspendues, le plan d'encouragement au départ anticipé à la retraite (PLEND), bénéfique à tous niveaux, se voit doublement menacé : le projet du Conseil d'Etat (PL-10912) est de le réduire à 3 ans et celui de la droite (PL-11037) de l'abroger purement et simplement.

⇒ **Nous devons exiger le maintien du PLEND aux conditions actuelles, versé durant 5 ans !**

Toujours et encore des attaques sur les salaires et les postes

Le plan financier quadriennal (PFQ) 2013-2016 du Conseil d'Etat, outre les nouveaux cadeaux fiscaux aux entreprises, prévoit aussi de geler les salaires jusqu'en 2016 (= pas d'augmentations annuelles en 2014 et 2015) et d'importantes restrictions sur les effectifs. Pourtant, le nouveau système de

rémunération négocié en 2009 prévoyait de rompre avec la remise en question systématique des mécanismes salariaux. Les comptes de l'Etat affichent depuis des années des bonis importants et il est anormal que le personnel continue à être sanctionné de la sorte au prétexte que demain sera pire...

⇒ **Nous devons nous battre pour que les mécanismes salariaux soient respectés !**

Pour **résister** à ces attaques contre les **services publics** et contre la population, la mobilisation du personnel est indispensable et doit se construire dans la durée.

Pour définir ensemble les moyens de résister, le Cartel vous invite à une :

ASSEMBLÉE du PERSONNEL

le jeudi 11 avril 2013 à 20h00

à la salle du Faubourg (Terreaux-du-Temple)

Cartel intersyndical

ADP-EPM • AGEEP • FAMCO • FAPCEGM-HEM • SIT • SPG • SPJ • UCESG • UFAC

Case postale 1765 – 1227 Carouge – CCP 12-10549-7 – www.cartel-ge.ch – 22 mars 2013 – Edit. resp. : Bureau du Cartel – info@cartel-ge.ch